NATIXIS

Flash
Économie

16 septembre 2009 - N° 412

Est-ce une bonne idée que les salaires nominaux soient devenus flexibles ?

On observe dans cette crise que la flexibilité des salaires nominaux s'est beaucoup accrue dans les pays de l'OCDE. Est-ce une bonne nouvelle ?

- ***traditionnellement, beaucoup d'économistes plaident pour la flexibilité des salaires ; elle diminue le coût du travail lorsque le chômage augmente, donc stimule la demande de travail des entreprises ;***

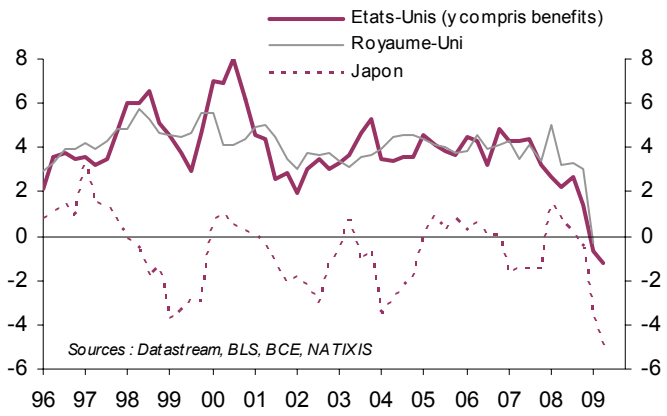
- ***mais ce mécanisme joue si l'origine du chômage est un choc d'offre défavorable (par exemple la hausse du prix du pétrole) ; s'il s'agit d'un choc de demande défavorable (comme aujourd'hui avec l'arrêt de l'endettement), la flexibilité des salaires empêche que les salariés profitent du freinage de l'inflation, et peut même déclencher une spirale déflationniste. C'est ce qu'on a observé au Japon, et sans doute ce qui se déroule aujourd'hui aux Etats-Unis et en Europe.***

RECHERCHE ECONOMIQUE
Rédacteur :
Patrick ARTUS

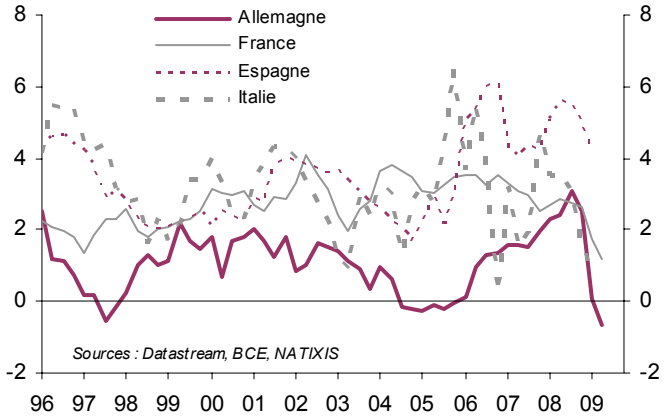
Flexibilité accrue des salaires nominaux dans ce cycle

On observe dans ce cycle une flexibilité des salaires nominaux nettement plus forte que dans les cycles précédents **(graphiques 1 a/b et 2 a/b)**.

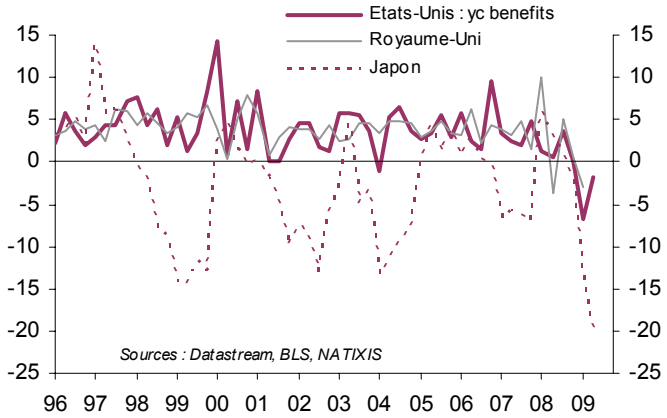
Graphique 1 a
Salaire nominal par tête (GA en %)



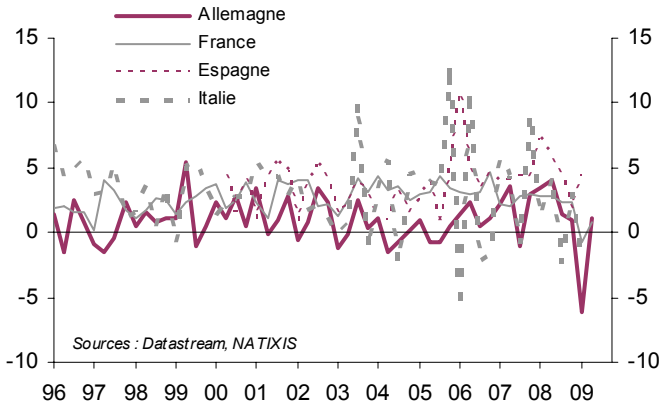
Graphique 1 b
Salaire nominal par tête (GA en %)



Graphique 2 a
Salaire nominal par tête (Q/Q en % annualisé)



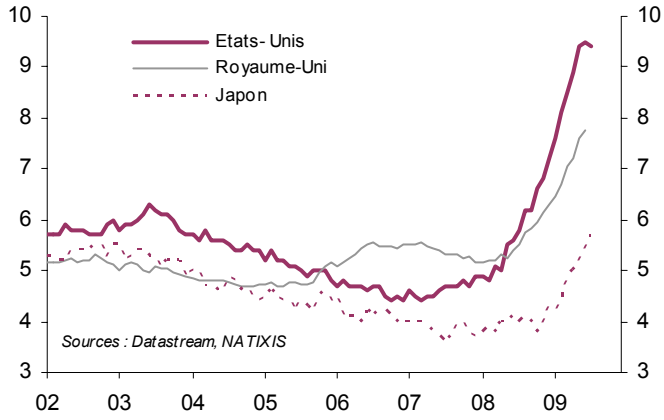
Graphique 2 b
Salaire nominal par tête (Q/Q en % annualisé)



Le recul des salaires nominaux est particulièrement important au Japon, aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne ; mais les salaires nominaux reculent aussi légèrement au début de 2009 en France et en Italie.

Cette flexibilité accrue des salaires nominaux vient de la **perte de pouvoir de négociation des salariés** due à la montée du chômage **(graphiques 3 a/b)**, au développement (Japon et zone euro) des emplois temporaires **(tableau 1)**.

Graphique 3 a
Taux de chômage



Graphique 3 b
Taux de chômage

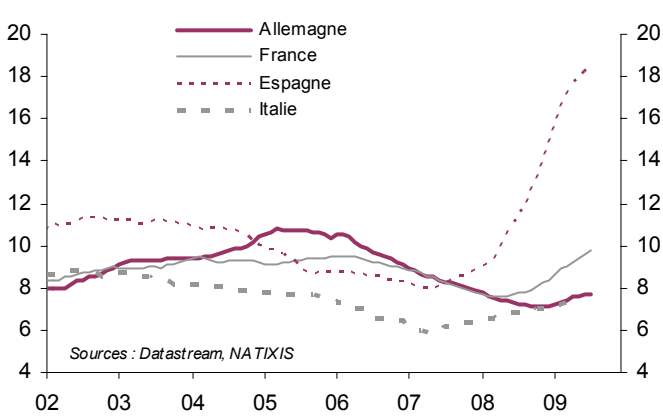


Tableau 1
Part de l'emploi temporaire dans l'emploi total (en %)

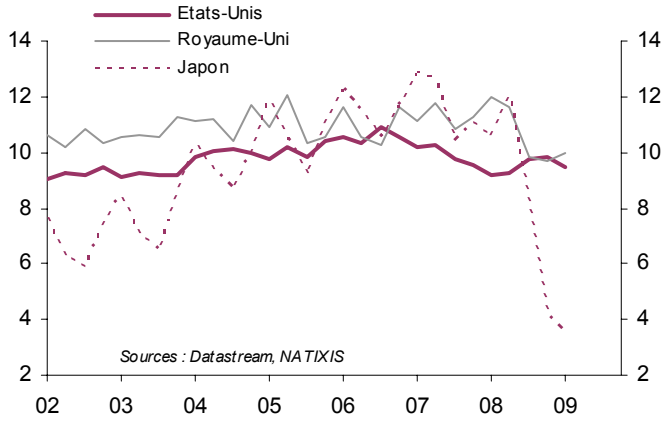
	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Etats-Unis	-	4,6	-	4,5	-	4,0	-	-	-	4,2	-	4,3
Royaume-Uni	7,1	7,4	7,1	6,8	6,8	6,7	6,2	5,9	5,7	5,5	5,6	5,8
Japon	10,5	11,0	11,4	11,9	12,5	12,8	13,5	13,8	13,9	14,0	14,3	13,9
Allemagne	11,1	11,7	12,2	13,1	12,7	12,4	12,0	12,2	12,4	13,7	14,1	14,2
France	12,6	13,1	13,9	14,0	15,5	14,9	14,1	13,4	13,0	13,3	13,4	13,7
Espagne	33,6	33,6	32,9	32,7	32,1	31,6	32,0	31,8	32,1	33,3	34,4	31,9
Italie	7,5	8,2	8,5	9,8	10,1	9,5	9,9	9,5	11,9	12,4	13,0	13,4

Source : OCDE

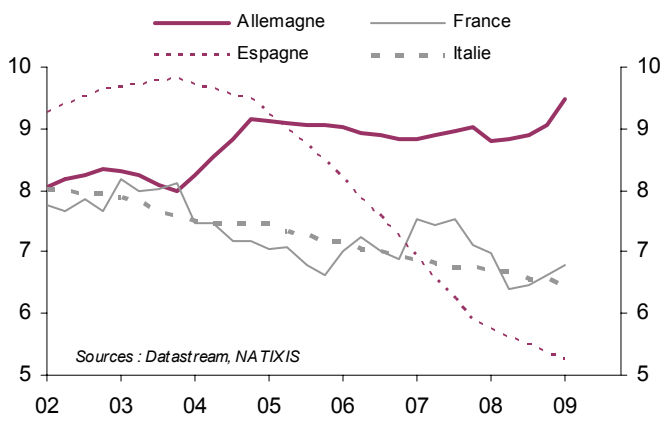
Elle permet **aux entreprises de redresser leur profitabilité (graphiques 4 a/b),** particulièrement affaiblie par la crise au Japon, en Espagne, en Italie, en France et elle se redresse déjà aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne, en France.

Nous nous demandons si cette flexibilité nominale des salaires est une bonne nouvelle.

Graphique 4 a
Taux de profits (en % du PIB)



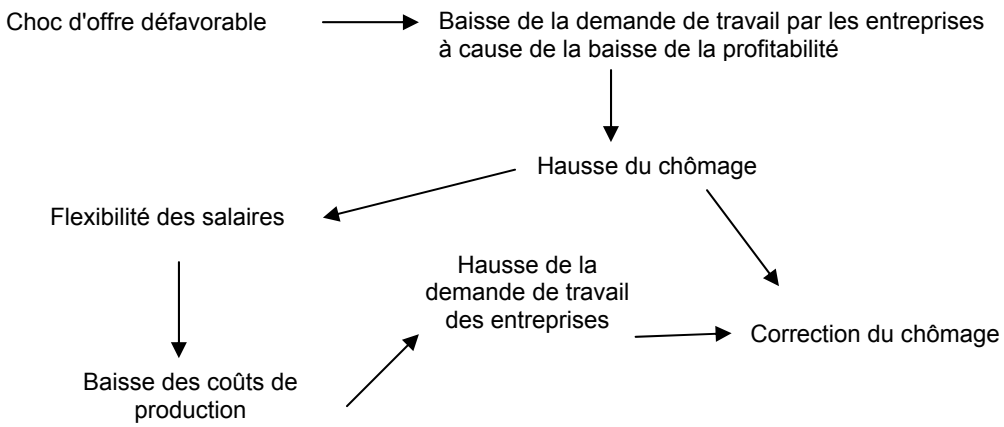
Graphique 4 b
Taux de profits (en % du PIB)



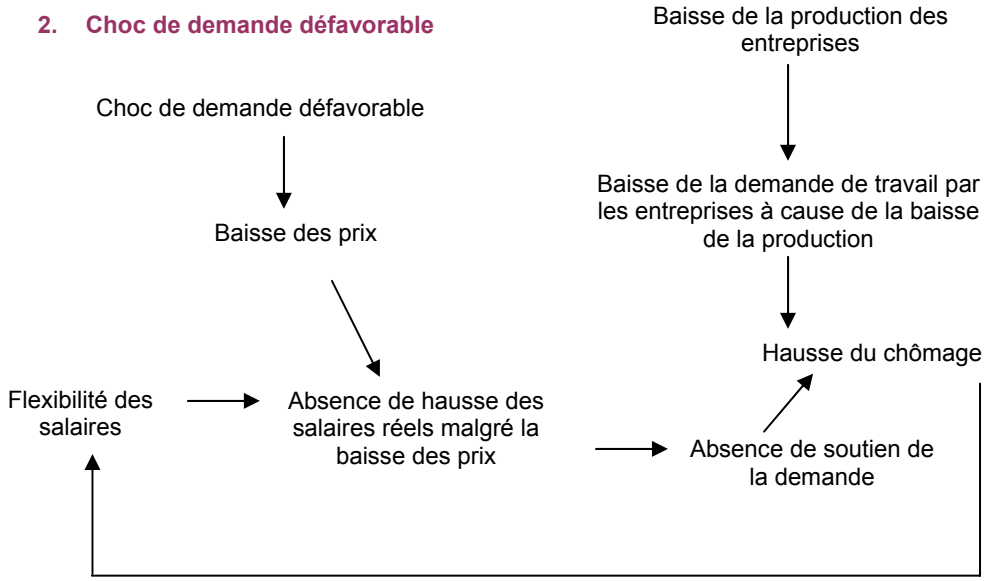
Le rôle central de la nature du choc

Schémas
Effets de la flexibilité des salaires

1. Choc d'offre défavorable



2. Choc de demande défavorable



Les schémas ci-dessus rappellent que **les mécanismes sont totalement différents en cas de choc négatif d'offre et de choc négatif de demande.**

On plaide souvent en faveur de la flexibilité des salaires, avec l'idée qu'elle permet de rétablir plus rapidement le plein emploi. Mais ceci dépend complètement de la nature du choc donc de l'origine du chômage.

- **en cas de choc défavorable d'offre**, le chômage vient de la hausse des coûts de production des entreprises qui réduit leur demande de travail et leur offre de biens. **Si le chômage conduit à une forte baisse des salaires, celle-ci réduit les coûts de production**, d'où une remontée de la demande de travail et une correction du chômage : **la flexibilité des salaires** (nominaux et réels) **est donc favorable.**

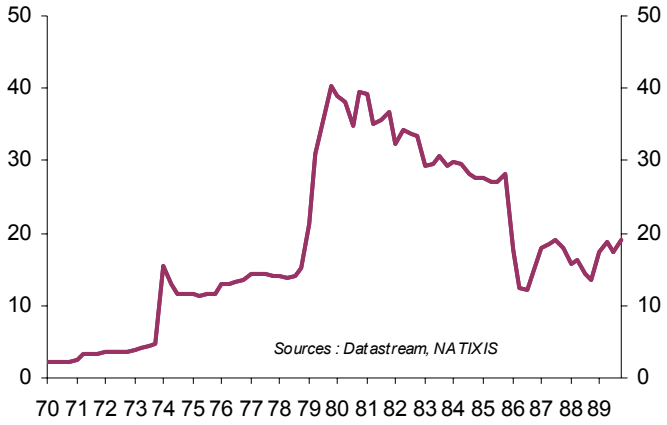
- **en cas de choc de demande défavorable**, le chômage vient de la baisse de la production qui résulte de la baisse de la demande. Cette dernière entraîne aussi une baisse des prix (ou du moins de l'inflation).
  Si les salaires nominaux sont flexibles, leur baisse empêche que la baisse des prix conduise à une hausse des salaires réels, donc que la désinflation puisse soutenir la demande des ménages. Le recul de la demande est donc renforcé, et la flexibilité des salaires est donc défavorable.

L'exemple des hausse du prix du pétrole (années 1970-1980)

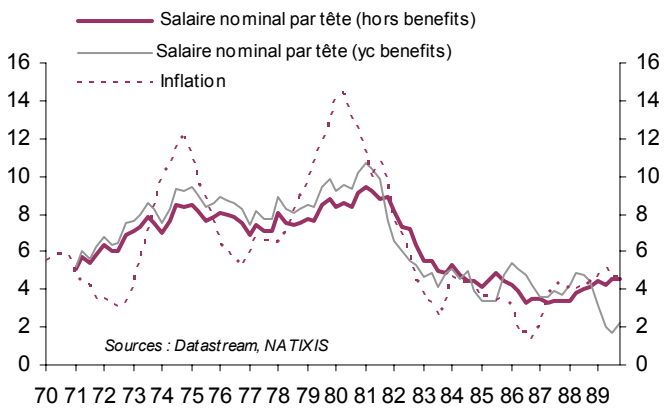
Les hausses du prix du pétrole dans la seconde moitié des années 1970 et au début des années 1980 **(graphique 5) sont typiquement un choc négatif d'offre**.

A cette époque, **les salaires réels étaient rigides**, avec l'indexation des salaires, aux prix ; **les salaires nominaux** non seulement ne pouvaient pas baisser, mais de plus **augmentaient avec la hausse des prix (graphiques 6 a/b/c)**.

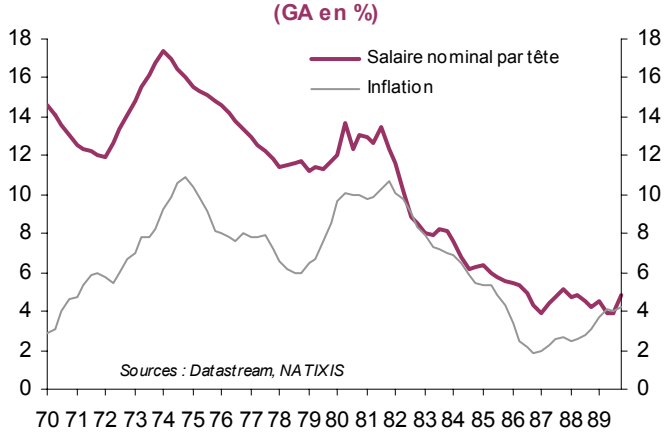
Graphique 5
Prix spot du pétrole brut en $/b



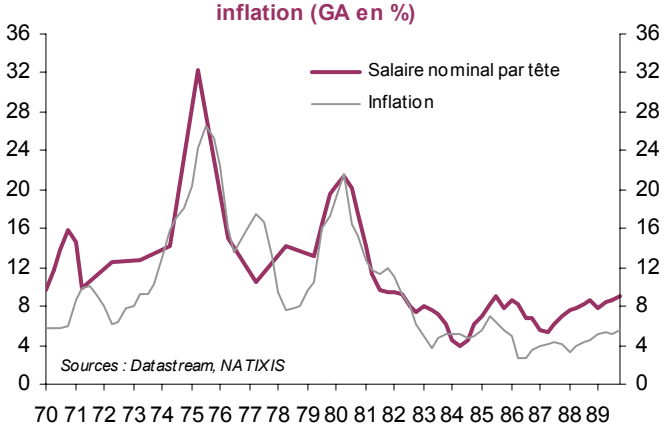
Graphique 6 a
Etats-Unis : Salaire nominal par tête et inflation (GA en %)



Graphique 6 b
Zone Euro : Salaire nominal par tête et inflation (GA en %)



Graphique 6 c
Royaume-Uni : Salaire nominal par tête et inflation (GA en %)



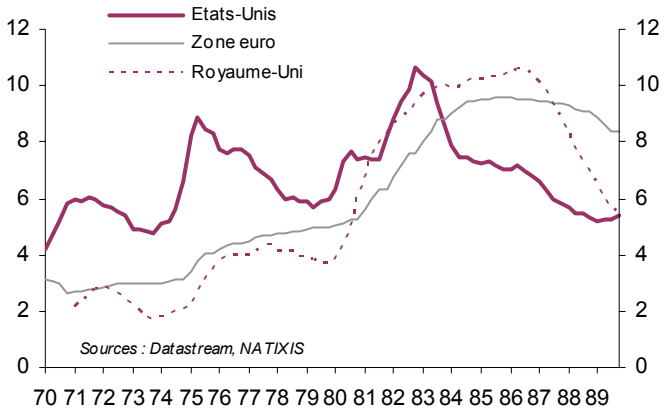
La rigidité des salaires réels et la hausse des salaires nominaux ont donc empêché que la baisse de l'offre de biens et de la demande de travail due à la hausse du prix du pétrole soit compensée par la baisse des **coûts salariaux**, d'où les pertes d'emplois et le maintien d'un **chômage élevé (graphique 7).**

La flexibilité des salaires réels (et encore plus nominaux) aurait donc été favorable au moment des chocs pétroliers.

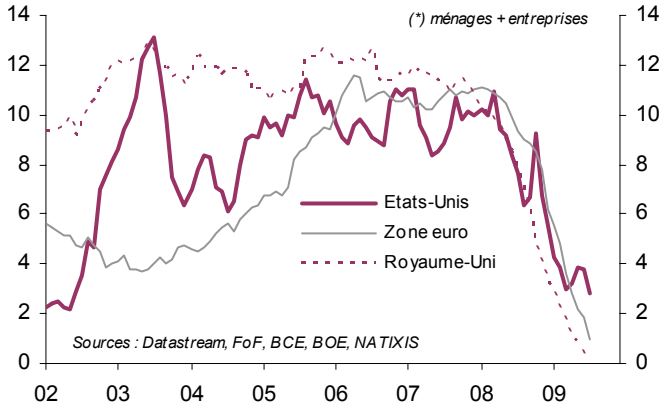
L'exemple de la situation présente

La crise présente est due à un choc de demande négatif qui résulte de l'arrêt de l'usage de l'endettement pour stimuler la demande (graphique 8). Le recul de la demande **(graphique 9)** qui vient de l'arrêt de la hausse des taux d'endettement conduit à un ralentissement de l'inflation **(graphiques 10 a/b)** amplifié en 2009 par la baisse des prix des matières premières.

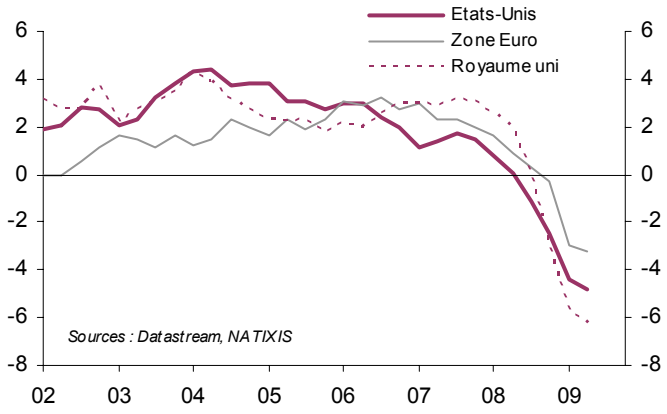
Graphique 7
Taux de chômage



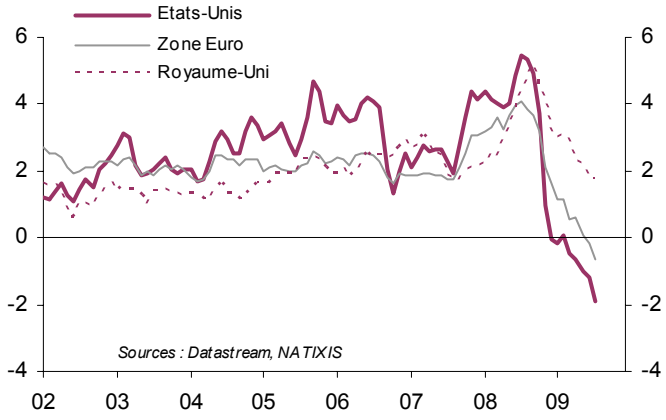
Graphique 8
Crédit au secteur privé * (GA en %)



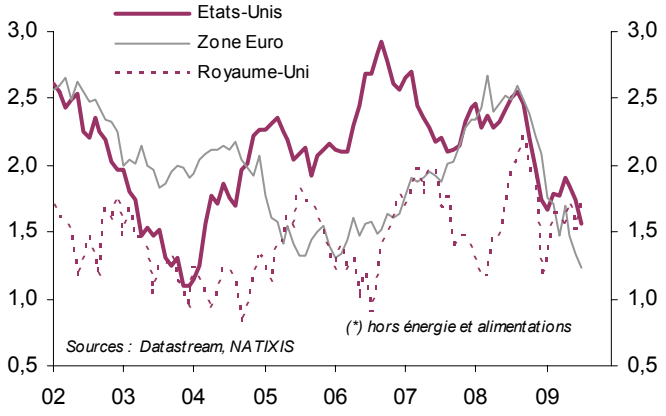
Graphique 9
Demande intérieure (volume, GA en %)



Graphique 10 a
Inflation (CPI, GA en %)



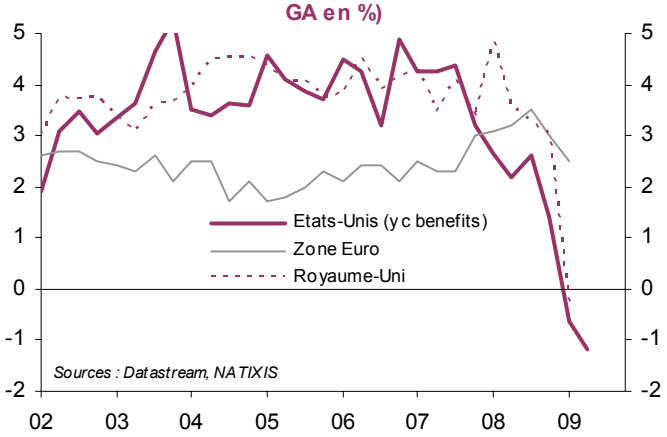
Graphique 10 b
Core* CPI (GA en %)



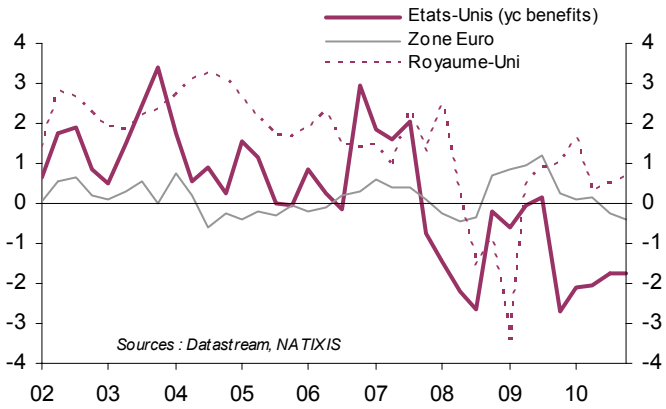
La flexibilité accrue des salaires nominaux vue plus haut (graphiques 1 a/b ; 2 a/b ; graphique 11) n'a pas eu d'effet négatif sur les salaires réels en 2009 en raison de la violence du recul de l'inflation **(graphique 10 a)** due à celui des prix des matières premières.

Mais, en 2010, la poursuite du freinage des salaires nominaux et la disparition des effets de base dus aux prix des matières premières devraient conduire à un net recul des salaires réels (graphique 12).

Graphique 11
Salaire nominal par tête (déflaté par inflation, GA en %)

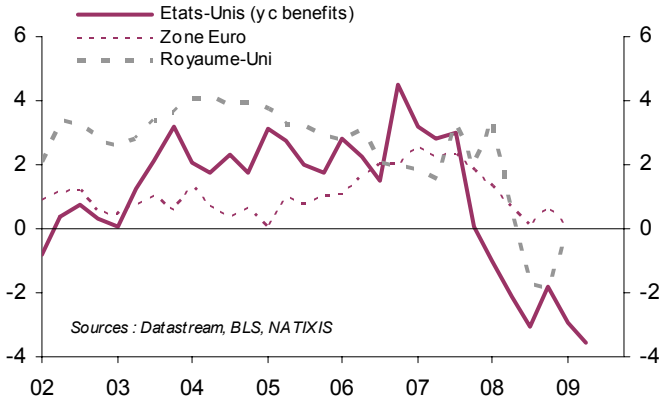


Graphique 12
Salaire réel par tête (déflaté par l'inflation, GA en %)



Il y aura alors amplification du recul de la masse salariale réelle **(graphique 13)** et de la demande intérieure (voir **graphique 9** plus haut) ; donc amplification du recul de l'activité.

Graphique 13
Masse salariale réelle reçue par les ménages (déflatée par l'Inflation, GA en %)



Ceci montre bien qu'en situation de choc de demande défavorable, la flexibilité des salaires nominaux est défavorable.

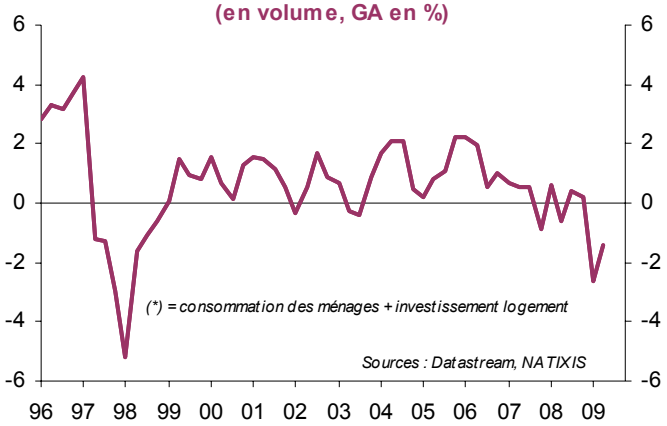
Synthèse : si le problème est le recul de la demande, la flexilité des salaires nominaux peut conduire à la déflation

La flexibilité salariale a des vertus, nous l'avons vu, en cas de choc défavorable d'offre, car elle corrige alors l'effet du choc initial sur l'emploi.

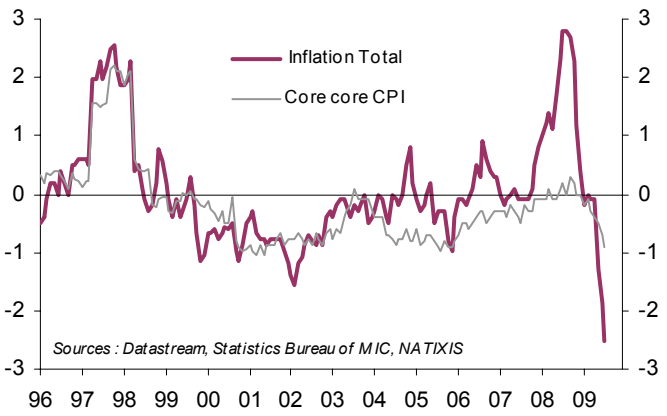
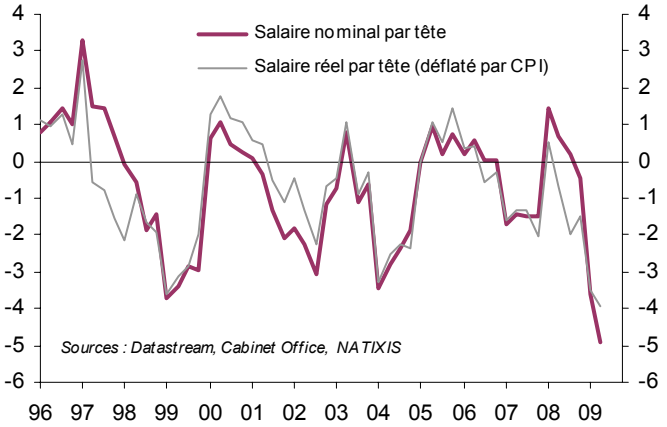
Mais si le choc initial est le recul de la demande, comme aujourd'hui dans la crise, **la flexibilité salariale renforce la crise en empêchant les salariés de profiter du recul de l'inflation**.

C'est exactement cette dynamique qui a conduit à la déflation au Japon : le recul de la demande des ménages **(graphique 14 a)** a conduit à l'inflation négative **(graphique 14 b)**, mais les salaires nominaux ont reculé plus que les prix **(graphique 14 c)**, d'où une dépression supplémentaire de la demande.

Graphique 14 a
Japon : Demande des ménages*
(en volume, GA en %)



Graphique 14 b
Japon : inflation (CPI national, GA en %)



Graphique 14 c
Japon : Salaires par tête (GA en %)